

Culte du mensonge et du silence sur le génocide de 1972 au Burundi

@rib News, 29/04/2012 Avril 1972 : la conspiration du silence et une (im)possible réconciliation. Par Salvator Sunzu, journaliste De 1961 à 1972 (pour ne s'arrêter que là) des centaines de milliers d'innocents ont été fauchés. Parmi les illustres figurent, le père de l'indépendance, le Prince Louis Rwagasore, l'ancien premier ministre Pierre Ngendandumwe. Jusque au début des années 80, la photo de ce dernier traîne dans tous les bureaux administratifs de l'Etat. Il avait en effet été proclamé Héros national. Et c'est à ce titre que l'on tenait à l'immortaliser. Mais aujourd'hui il n'y a plus de place pour la peine si l'on se souvient encore de Paul Mererekano, compagnon de lutte de Louis Rwagasore, lui aussi tué dans des circonstances tout aussi pour le moins obscures. ET que l'on ait voulu honorer ce personnage hors pairs de la part de ce qui est connu, toute ethnie confondue par ailleurs ! Mais évoquez les circonstances de sa mort, et tout le monde se rebiffe. 1972 fut le sommet de l'horreur, un véritable génocide accompli par l'Etat que dirigeait Michel Micombero. Le portrait-photo de ce dernier traîne majestueusement à l'entrée des bureaux de l'actuelle et illustre Assemblée Nationale, à titre d'ancien président de la République. C'est à ce même titre que sa famille touche les millions. Quand Arusha a gracieusement accordé à ce cercle restreint d'anciens chefs d'Etat, le génocide donc en 1972, et 40 ans plus tard, le mystère subsiste. Que d'intellectuels, de fonctionnaires, des militaires et policiers, des étudiants, des évêques, des paysans, par milliers ont été horriblement fauchés ! Et le silence continue à peser, les bourreaux n'ayant jamais été inquiétés, même à titre posthume. Ce silence est de nature à compromettre la paix à long terme. Ce silence là, ce n'est pas le silence des morts, mais celui des vivants. Les victimes sont connues, elles sont même aujourd'hui comptabilisables. Les bourreaux sont tout aussi connus. Car le crime des crimes a été perpétré par l'Etat et son appareil. Ce n'est pas une ethnie qui a commis un génocide contre une autre, mais un Etat qui a instrumentalisé une ethnie pour se débarrasser définitivement d'une autre ethnie, devenue ennemie de la nation pour les besoins d'une même cause. Cet Etat là continue de nous hanter. Les acteurs volontaires et involontaires encore en vie du génocide préfèrent garder un silence paisible autour du drame. Sinon, comment l'on n'aurait pas pu retrouver les restes du roi Ntare V (qui pourtant aurait pu être un donateur ethnique commun), alors que certains des dignitaires de l'époque, sont toujours en vie ? Ceux qui ont habilement organisé le retour de Ntare V et accompagné le dernier roi du Burundi durant son calvaire Kampala-Bujumbura sont là. Certains de ceux qui ont pris les grandes décisions au niveau national et provincial sont là. Beaucoup de complaisants dans un silence troublant ou, dans l'hypothèse la plus optimiste, ils attendent le moment opportun pour tout débattre. Ce culte du mensonge et du silence risque de peser pour beaucoup dans la suite du processus de réconciliation. A la lecture de certains écrits tant dans les journaux que sur les toiles, il se dégage une nette impression que certains groupes sont entraînés à aiguiser les couteaux, par la déformation des faits, ou par la tentative de transformer les victimes en bourreaux et vice-versa. La vérité est tâtée comme des chiffres, disent certains, mais une vérité sociologique est historique doit être révélée, connue et entretenue, pour qu'elle ne s'oublie pas. Personne ne se serait offusqué par l'absence de la plus grande des recherches et spécialistes belges qui ont séjourné dans ce pays pour trouver la vérité sur la personne du roi Charles Ndizeye. Et pourtant cet échec est un signe prémoniteur de l'échec que vont subir les Burundais dans leur quête de la vérité et donc de la réconciliation. Tout le problème repose sur le fait que la vérité est connue de tous, mais que certains sont incapables de la reconnaître ouvertement et publiquement, et donc de l'assumer. Certains voudraient même marchander la vérité, en tirer des bénéfices politiques. Si les moins braves ne sont pas prêts à parler, il faudra faire appel à des moins et spécialistes étrangers ou certaines des traces qu'ils ont laissées. Ainsi, citant le rapport d'une mission spéciale de l'ONU, conduite par Issoufou Djermakoye qui a séjourné au Burundi du 22 au 28 juin 1972, le Secrétaire Général de l'ONU de l'époque, Kurt Waldheim indique que "les dimensions de la tragédie humaine que connaît le peuple du Burundi est effrayante". Il ne parle pas encore de génocide. Un homme d'Eglise, le Chanoine Pirard criera dans le désert en indiquant notamment que "Les choses en sont arrivées (au Burundi) à un point tel que l'armée procède à l'élimination des hutu non pas pour ce qu'ils ont pu faire, mais pour ce qu'ils pourraient faire, et spécialement lorsqu'il s'agit de personnes ayant reçu ou en train de recevoir une éducation. On va chercher des évêques dans les écoles pour les tuer... Les massacres cessent des camions pour transporter des corps des suppliciés, et des bulldozers pour les enterrer. Et, rapidement, ils continuent. (...) J'ai vu des centaines de personnes embarquées dans trois cars. On les a fait passer entre des haies de "jeunes révolutionnaires Rwagasore" qui les ont battus à coup de gourdin. On a laissé mourir les victimes de leurs blessures, et des camions les ont ensuite déposés dans des charniers. En un jour, une religieuse a vu passer plus de dix camions chargés chacun de plus de deux cents cadavres"(...). Le Chanoine ne s'est pas arrêté là. Horrifié par l'horreur, il aurait écrit au président Micombero entre autre : "Vous devriez savoir, Monsieur le Président, que lorsqu'un peuple n'a pas le moyen de s'exprimer à travers les institutions d'une République qui n'a ni Constitution ni Parlement, il s'exprime dans la rue ou sur les collines. Alors, qu'avez-vous fait pour porter remède aux causes profondes qui déchirent aujourd'hui le Burundi ? Vous êtes en train de stériliser une race et à travers elle tout un peuple". (Le Soir., 24 mai 1972). Le témoignage de ce coopérant français de l'époque est tout aussi éloquent : « Par camions entiers on transporte nuit et jour des cadavres. On arrête tous les "suspects". On les oblige à se dévêtir. On les fait coucher à plat ventre, les mains derrière la nuque. On les cogne à coups de crosse, de bâtons, de pierre. On les torture. Puis on les transperce à la baïonnette. Ces bulldozers font le reste. Sans parler des innombrables règlements de compte ! Dans les écoles, les évêques Tutsi assassinent leurs camarades à coups de pierres, de machettes, de bâtons... » Ce sont des horreurs que certains parmi nous, les vivants et survivants, ont vécu en tant que victimes et/ou bourreaux. Les seules traces indélébiles de la tragédie sont les sanglots toujours frais dans les manèges des disparus et les pertes de repères sociopolitiques qui nous hantent chaque jour. Le jour où, dans un élan sublime de vérité et de réconciliation, le bourreau dira lui-même ce qu'il a fait, s'attendre que les autres viennent le lui faire dire, et le jour où, dans un élan tout aussi sublime de réconciliation, la victime dira au même moment un â€ˆte je te pardonne sans arrière-pensée, ce jour là ce sera la fin des tous les maux, on commencera à appliquer certaines thérapies gracieusement préconisées par des spécialistes, dont celles, si

clairement expliquées par le philosophe et écrivain français de confession juive, Bernard- Henri Lévy à notre confrère Innocent Muhozi dans un long entretien diffusé sur Télé Renaissance, lequel entretien portait sur les stratégies de réconciliations dans un contexte de l'après génocide. L'interview de BHL est très pédagogique en matière de réconciliation. Je crois l'avoir suivi en 2008 ou 2009. Télé Renaissance devrait le rediffuser régulièrement pour le bien des Burundais et pour la réconciliation. On s'attendait d'ailleurs de ce qu'une émission aussi riche soit pratiquement un placard, alors que le contexte appelle à sa plus grande diffusion. Certes, l'appel à des élan sublimes relève d'une certaine candeur, d'une naïveté. Les enjeux de ce grand débattage eux sont plus politiques que religieux. Dans tous les cas, il aura lieu, et la réconciliation aussi, ou il n'aura pas lieu, et les conséquences ne tarderont pas à se faire voir. Une invitation à une cérémonie à l'occasion de ce 40^{ème} anniversaire de la tragédie a été lancée par la diaspora burundaise, crois-je avoir lu sur la toile, accessible à une très fine minorité de la société burundaise. Le message aura-t-il passé ? On le verra et en tout cas bravo aux initiateurs. NDIR : 1. A l'âge de 13 ans, Salvator Sunzu perd son père Musita Sylvestre, son frère Ndayikengurukiye Laurent, son oncle paternel Rudaradangwa Benjamin et ses deux oncles maternels Toyi Tharcisse et Karikurubu Charles. Son père et son oncle paternel furent enterrés dans une fausse commune à Matana tandis que son frère et ses deux oncles maternels furent tués et enterrés à Bujumbura. 2. Les citations ici reproduits ont été puisées sur Internet citant parfois des sources de la presse. L'auteur n'en garantit pas l'authenticité.